

L'agriculture « paysanne » de José Bové est-elle une marchandise ?



*Une critique de l'oxymore
de l' « agriculture “ paysanne ” »
et de la Confédération dite « paysanne », au regard de l'histoire
récente, future comme passée de quelques territoires encore
autonomes à la marchandise.*

Suivi de...

« Sortir l'agriculture de l'économie ».



« L'œuvre que nous entreprenons est la suivante : cultiver George-Hill et les terres en friche aux alentours, y semer du blé et manger ensemble le pain obtenu à la sueur de notre front. [...] Cette déclaration signifie de manière égale à tous les travailleurs, ou à tous ceux qu'on appelle les pauvres, qu'ils ne sauraient travailler en échange d'un salaire pour le compte d'un propriétaire ou de n'importe quelle personne qui se serait élevée au-dessus d'autrui : c'est en effet par leurs travaux qu'ils ont élevé les tyrans et la tyrannie, et c'est en refusant de travailler contre salaire qu'ils les abattront à nouveau. Celui qui travaille pour autrui, que ce soit contre salaire ou en lui versant un loyer, le fait à l'encontre de la justice, et contribue à maintenir la malédiction »

Gerrard Winstanley, *L'étendart déployé des vrais niveleurs*
(Manifeste des Diggers en 1649),
Allia, 2007, p. 38-39.

Sommaire.



1. Les raisons syndicales de la réanimation de l'imagerie du paysan. (Page 3)
2. Les raisons commerciales d'une utilisation de l'imagerie du « paysan ». (Page 5)
3. Le vocabulaire, c'est le langage de la vie réelle et non fantasmée. (Page 7)
4. Sur la nature encore non-marchande de l'activité du paysan et la nature marchande de l'activité de l'agriculteur. (Page 9)
5. Annexe : Sortir l'agriculture de l'économie, par Deun. (Page 14)

« La résurgence du terme “ paysan ”, cache toute une imagerie commerciale mise en scène par les écomusées et les foires aux produits du terroir... et qui face au désastre provoqué par l'agriculture industrielle sert à un relookage syndical généralisé des plus suspects. Il ne subsiste au mieux dans nos pays industrialisés qu'une forme artisanale de production agricole dans laquelle l'autosubsistance n'est plus le but. Une agriculture artisanale qui comme sa sœur industrielle a perdu toute autonomie, étant placée, souvent de son plein gré, sous la dépendance des Etats, par toute une série de normes (sanitaires, économiques, commerciales, idéologiques...) et tout un panel de subventions ou d'aides diverses » ¹.

CNT-Fédération des Travailleurs de la Terre et de l'Environnement.

Chez les agriculteurs dits « alternatifs » et proches de la « Confédération “ paysanne ” », ou encore chez les écologistes et autres militants d'une « consommation engagée », l'image de la paysannerie - avec le travail de la terre nourricière, et le fonctionnement communautaire des travaux des champs et des villages -, est très positive. En effet pas d'intrants, peu de mécanisation, pas de productivisme, de la rotation des cultures, de la solidarité, et une densité du lien social par le travail en commun, etc. Que demandait plus ?

Cependant, l'usage de ce terme de « paysan » pour qualifier la petite production agricole marchande en France n'est-elle pas abusive, ne déforme-t-elle pas la réalité ² ? Car la Confédération dite paysanne, est-elle véritablement constituée de « paysans » ? Plus encore, parler d'« agriculture paysanne » comme nous le faisons depuis quelques années, n'est-il pas déjà une formidable réduction du phénomène historique paysan, c'est-à-dire d'un certain rapport à l'activité et aux ressources naturelles ? N'y a-t-il pas là encore finalement dans cet usage, à la fois une réanimation syndicale et commerciale d'une image complètement instrumentalisée ? Ce sont les questions qui seront d'abord posées ici dans les deux premières parties de cette brochure.

Mais le véritable enjeu de celle-ci, refusant toute mythification du mode de vie paysan pour en faire un quelconque « Âge d'or » avec le côté « retour en arrière » qui en serait la proposition politique logique, est tout autre. Car l'utilisation lancinante aujourd'hui de ce terme de « paysan » ne découle-t-elle pas aussi d'une critique

complètement tronquée de la forme-marchandise que revêtent les produits ou services que nous fabriquons, comme nos vies dans notre travail (le travail contre un salaire) : une critique mutilée de la mise en forme-marchande dans laquelle l'altermondialisme se serait spécialisée ? C'est en tout cas ce que pensent certains agriculteurs dissidents comme toutes les luttes ces dernières années qui poussent à la réappropriation par tous les moyens d'une autonomie vis-à-vis de l'invention de l'économie qui nous a tous englouti, ainsi que d'une reconquête de la terre comme des objets séparés de nous par leur mise en forme-de-marchandise et qui ne peuvent se rapporter à nous que par la consommation : Libérons le monde qui nous entoure de toutes les mises en valeur ; et c'est ce qu'argumentera cette brochure qui justement tient à montrer que l'agriculture dite “ paysanne ” dont se font les défenseurs certains mouvements altermondialistes qui voudraient s'opposer à ce monde, n'est qu'une forme de défense qu'organise ce même monde pour approfondir une mise en valeur qui se veut désormais responsable, plus humaine et 100% écologiquement compatible.

Les raisons syndicales de la réanimation de l'imagerie du paysan.

La réforme de la PAC (Politique Agricole Commune) a, au début des années 1990, mobilisé les énergies combattives des campagnes. A vrai dire l'Europe n'a jamais fait recette auprès des petits producteurs, de plus en plus nombreux à refuser de remplacer le « droit de produire » par « le devoir de ne plus produire ». Déjà en 1980, le syndicaliste Bernard Lambert s'interrogeait : « en fait, qu'est-ce qu'on a en réalité véhiculé en accroissant la vitesse de la pénétration technique ? Est-ce bien un projet autonome venant de nous ? [...] Qui nous l'a amenée, la modernisation ? La J.A.C. ? René Dumont ³ ? Le 3^e ou le 4^e Plan ? Ou le 1^{er} ? Non, mais essentiellement l'industrie agroalimentaire, les banques, l'ensemble de l'appareil capitaliste. Il fallait produire à très bon prix pour les besoins de la croissance industrielle » ⁴. La goutte déborda du vase quand les ministres de l'Agriculture des douze adoptaient, le 21 mai 1992, la réforme de la P.A.C. : le système des prix garantis, ciment de la première P.A.C., cédait la place au système des aides directes. La surproduction étant attribuée par les technocrates, pour l'essentiel, à la rigidité des mécanismes de subvention, la réponse aux problèmes commerciaux dénoncés par les experts consistait donc à

compenser la baisse des prix agricoles (entre 15 et 30 % selon les productions) par le versement au producteur d'une subvention assortie d'encouragement à développer l'agriculture extensive par la mise en jachère d'une partie des terres, l'abattage d'une partie du cheptel. La levée de boucliers fut immédiate chez les syndicats d'agriculteurs : Raymond Lacombe, le président de la F.N.S.E.A estimait qu'« aucun agriculteur ne resterait sur sa ferme pour regarder pousser les pâquerettes. *Nous sommes là pour produire* », et que cette réforme signifiait « le développement d'un côté, d'une production agricole de type industriel ; de l'autre, la paupérisation et la marginalisation du monde paysan ».

C'est justement dans ce contexte de réforme des politiques publiques agricoles, que se mit sur pied en 1987, « une Confédération paysanne née de la critique de la modernisation faite *par des exploitants moyens, ceux-là même qui l'avaient tentée* » note l'historienne Gavignaud-Fontaine. C'est-à-dire de « *jeunes exploitants modernisés* » issus à l'origine notamment des régions de l'ouest. Dans le paysage syndical, ce nouveau syndicat remplaça rapidement le créneau des revendications du M.O.D.E.F. en plein déclin, qui s'appuyait lui sur les petits paysans âgés et défenseurs de l'exploitation agricole familiale ⁵.

Immédiatement face à la réforme annoncée, la « Confédération paysanne » formulait l'exigence d'un « statut pour les paysans » (le mouvement « Droit paysan » reprendra à la fin des années 90 et début 2000, cette revendication), la mise en place d'une protection sociale adaptée, la garantie des prix en revenant à l'ancien système, et des quantités établies pour chaque région de production. Au delà du rôle de production de l'agriculteur que reconnaît la Confédération, elle revendique aussi la prise en compte par les pouvoirs publics nationaux et les instances européennes de la machine continentale, de leur rôle social (du bon travail !) et environnemental (le rôle paysager dans la droite ligne écolo-gouvernementale de la réforme de la PAC). De plus, c'est justement cette « Confédération " paysanne " » qui « *développe le concept flou d' " agriculture paysanne "* » ⁶, et qui va le vendre auprès de la militance écologiste et consomm'actrice (on va le voir), notamment à partir du moment où sa frange gauchiste va être écartée au moment de l'entrée du syndicat dans la représentativité cogestionnaire en 1995. Son positionnement est très clair également sur de nombreux sujets : acceptation du

salariat, acceptation de certaines utilisations de la transgénèse, demande de contractualisation des agriculteurs, demande du renforcement du rôle de l'Etat, acceptation de la représentation politique (on lira le « Gros plan sur la Confédération paysanne » dans la brochure de la CNT-FTTE, déjà citée).

Ainsi le contexte de la réforme de la PAC est déterminant pour comprendre l'émergence de la Confédération. Depuis la « révolution agricole » de la seconde moitié du XVIIIe siècle, « *les paysans déterminés à rester sur leurs terres s'étaient faits agriculteurs ; désormais ils devaient se faire entrepreneurs et accepter le défi qu'une poignée d'entre eux suffiraient à entretenir la richesse agricole de la France* » ⁷. Heurtés par la réforme de la P.A.C. qui s'annonçait à la fin des années 1980 et voyant qu'ils allaient peut-être y laisser leur peau, les petits et moyens agriculteurs se rendant compte qu'on leur demandait maintenant après être passé dans les années 1950-1960 du « paysan » à « l'agriculteur », de devenir des entrepreneurs agricoles et des paysagers, se sont alors rattachés à la figure du « paysan » qu'ils n'étaient pourtant déjà plus. C'était là en effet une formidable figure identitaire et de mobilisation syndicale, contre justement

ceux qui allaient pouvoir suivre le mouvement de la nouvelle PAC en passant sous ses fourches caudines assez facilement. On pourrait étayer cette fonction simplement identitaire et syndicale de cette référence à la paysannerie, en se rendant compte que malgré ce qu'affiche le nom même de « Confédération " paysanne " », on lit bien dans leur livre *Changeons de politique agricole* que la fin des paysans démarre avec l'adoption de la première PAC en 1962 (idée qui pourrait être contestée par des historiens, disons que la PAC est plutôt *le coup de grâce*), qui va pousser au productivisme, c'est-à-dire à la transformation du paysan en « producteur », voire en « entrepreneur » agricole : « à la fin des années quarante, il reste encore trois millions de paysans en France. Chacun d'entre eux est invité à produire plus. Il n'y a pas d'horizon fixé à une croissance supposée illimitée de la production. C'est l'époque où l'on organise des " journées de la mécanisation ", le train du " progrès " s'ébranle, *le paysan est devenu producteur*. Et il ne va pas manquer de produire... » (*Changeons de politique agricole*, p. 12.).

En 1987, l'utilisation du terme serait alors non pas une description de leur réalité (qui est celle d'agriculteurs qui ont tenté au contraire la modernisation



de la PAC, d'où le fort sentiment de s'être fait berné depuis 1962, comme le relevait ci-dessus Lambert), mais la volonté d'un rattachement identitaire, d'un retour finalement avant 1962, avant la première PAC. C'est là le contexte syndical de la « Confédération paysanne » et du retour de la figure mobilisatrice du « paysan ».

**S'adapter au sursis que nous
donne le capitalisme grâce à la
« consomm'action » :
Les raisons commerciales d'une
utilisation de l'imagerie du
« paysan »**

Alors rapidement ces exploitants moyens qui ne pouvaient que se sentir que condamnés à cette nouvelle PAC au début des années 1990, s'adaptèrent à leur façon à leur sursis. « C'est par la valorisation des produits que l'on incitera à plus de respect de l'environnement et du paysage » et au passage permettra la survie économique des petits et moyens exploitants, écrivait déjà, dès 1982, André Pochon⁸. « Ah les bons produits d'antan ! », c'est sur cette vague que va être instrumentalisée la nouvelle imagerie commerciale toute « paysanne », des petits et moyens agriculteurs avec notamment le développement dans les années 1980, 1990 et 2000, de la vente directe à la ferme, du retour à de la poly-activité, des activités de tourisme rural, de gîte hôtelier, de la mise en valeur du patrimoine architectural, etc. C'est donc le début de la mode des « produits fermiers » et autres « paniers paysans », avec les critères de la rareté (ce qui est rare est bon), des couleurs (les bons produits ont des couleurs) et la manière dont le produit a été fabriqué : ainsi le nouveau credo du « bon goût viendrait de produits dont la fabrication a nécessité beaucoup de temps et d'ingrédients remarque Alain Clément. Cet investissement en temps et en sous-produits en renforcerait les qualités nutritives. Les méthodes traditionnelles de fabrication perpétuent le bon goût »⁹. La « Confédération " paysanne " » va ainsi enfourcher ce cheval de bataille pour s'adapter aux conditions de la nouvelle P.A.C qui justement incite à suspendre le productivisme débridé des " Trente Glorieuses " et à aller vers le nouveau paradigme des critères de la compétitivité : la qualité. C'est donc en s'engouffrant dans toutes les niches de production labellisées à forte valeur ajoutée que ces exploitants là allaient pouvoir s'en sortir :

l' « agriculture paysanne » est alors dans sa définition, « une agriculture qui respecte le paysan et répond aux attentes de la société ». Et elle sera alors selon les propositions de la Confédération une « agriculture économique efficace, elle doit créer de la valeur ajoutée, par rapport aux moyens de production mis en œuvre et aux volumes produits, c'est la condition pour que les paysans puissent vivre avec des volumes de production relativement modestes, condition pour maintenir des actifs nombreux. Cette production économiquement efficace va de pair avec une production de qualité »¹⁰. Alléluia ! la nouvelle messe marchande était dite...

"England is not a free people, till the poor that have no land, have a free allowance to dig and labour the commons..."
Gerard Winstanley, 1649



C'est alors que commença la course illimitée à la création et à l'obtention des « labels », des « chartes » et autres « appellations d'origine contrôlées ». Création du label « Agriculture durable » par le Cedapa, celui d' « Agriculture biologique » par Nature et progrès avant de créer son propre label, les « A.O.C. », l'apparition d'une « Charte de l'agriculture paysanne » ou d'une « Charte des Amap », etc., tandis qu'au niveau européen la labellisation est également le nouveau enjeu d'actualité, avec l'« Appellation d'origine protégée », l'« Indication géographique protégée » ou encore le label « Spécialité traditionnelle garantie » (on en passe, même les spécialistes en perdent leur latin). Nous sommes là dans le nouvel empire de la « consomm'action » cher aux altermondialistes, qui est aujourd'hui le cheval de bataille de la mutation de l'économie en éco-capitalisme responsable et à visage humain, mais qui est historiquement une proposition du christianisme social

au tout début du XXe siècle. Selon le principe de ce réformisme chrétien voulant installer une « nouvelle culture de la consommation » : « *pendant que les publicitaires apprennent à vendre, les consommateurs apprennent à acheter* »¹¹, voilà la nouvelle prière à effectuer à genoux dans les rayonnages de la « consommation relocalisée » pour parachever notre meilleur des mondes économiques. Il est en fait suggestif de voir que les propositions aujourd'hui soutenues par ce qu'on appelle souvent la « gauche de gauche », étaient donc il y a un siècle celles d'une association de femmes en ombrelles et en beaux chapeaux de la grande bourgeoisie de tendance chrétienne-démocrate, qui militaient déjà comme chez leurs involontaires héritiers, pour : « développer le sentiment et la responsabilité de tout acheteur vis-à-vis des conditions faites aux travailleurs [et de] susciter, de la part des fournisseurs, des améliorations dans les conditions de travail ». Les revendications touchant en plus, aujourd'hui, les conditions écologiques de ces nouveaux produits de consommation. Suite à cette filiation révélait par Marie-Emmanuelle Chessel, c'est alors toute la vague portée par tous les sages petits consomm'acteurs citoyens qui écoutent de leurs oreilles battre le coeur de la douce planète et qui était lancée : « commerce équitable », l'opération « éthique sur l'étiquette », opérations de boycott de marques, etc. Le mythe de l'économie à visage humain était désormais satellisé dans les rayonnages du citoyen et d'une de ses formes possibles, le militant altermondialiste à la bouche pleine de revendications à l'Etat.

Et tout le monde y trouve son compte, les petits et moyens producteurs comme les nouveaux « consomm'acteurs » qui sont à l'avant-garde de la mutation actuelle du capitalisme en éco-capitalisme responsable. L'imagerie commerciale de « l'agriculture paysanne » est particulièrement très forte des deux côtés, puisque « l'attachement pour les produits fermiers d'hier et d'aujourd'hui renvoie les ruraux à une période où tout le monde vivait ou était supposé vivre, en autarcie », tandis que les urbains se réfugient dans l'imaginaire d'une paysannerie qui n'existe plus et que leur vend les petits et moyens producteurs pour survivre. La cible marketing est donc toute trouvée pour cette couche des producteurs agricoles qui doivent aller vers la qualité comme leur commande la nouvelle PAC.

En 1991, la « Confédération « paysanne » » lance alors cette opération de sauvetage vers une « agriculture qui respecte les consommateurs et la nature » (sic), en créant « l'Alliance paysans-écologistes-consommateurs » qui rapidement va regrouper une quarantaine

d'associations qui vont lancer le réseau de « consomm'action », notamment dans les circuits de la militance altermondialiste. Et les classes « bobos » et les magazines féminins branchés vont rapidement suivre cette idée sympathique d'une « consommation engagée ». « À une époque où la consommation des urbains est placée sous le signe de « la surabondance et où l'aliment se trouve perçu par le consommateur comme *manquant d'identité, sans âme* », remarque Alain Clément, que les produits fermiers se trouvent de fait valorisés : les ruraux saisissent cette occasion pour entretenir un discours déjà bien rôdé à propos de leurs produits « naturels », « authentiques », « identifiés » : « on sait d'où ça vient ». Si rareté il y a à présent, elle serait davantage organisée que subie. La difficulté avec laquelle les urbains se procurent des produits fermiers en augmente le prix et les valorise ».

Plus largement, on peut noter que l'usage commercial de la figure du « paysan », vient de loin et n'est vraiment pas nouveau, il est à raccrocher à des représentations cristallisées dans l'imaginaire social en particulier dans le monde urbain (l'essentiel du monde d'aujourd'hui). Et c'est cette interaction qui donne à cette figure du « paysan » collée actuellement depuis quinze ans au petit et moyen producteur, toute son efficacité. C'est il y a bien longtemps, dans les années 1880 en effet, que va se cristalliser déjà deux représentations littéraires du monde paysan, et dont l'imaginaire social contemporain est encore l'héritier¹². On a par exemple d'un côté le genre du « roman pastoral » qui va véhiculer une image idyllique et pacifique du paysan : la paysannerie représente le conservatoire des dispositions naturelles et intangibles. Cette image des dispositions naturelles et intangibles existe moins aujourd'hui pour les petits et moyens producteurs, puisque la profession agricole est grandement entachée par les images de l'agriculture productiviste, chimique, polluante, etc. Par contre, cette image idyllique, s'est plutôt transférée au travers d'une « mémoire défaillante » de la réalité de l'époque (comme l'analyse Alain Clément), sur ces « bons produits d'antan » qui maintenant disposent de cette image des qualités naturelles et intangibles. A l'inverse, dans les années 1880, va se cristalliser dans l'imaginaire social et pour longtemps les représentations portées par le genre du « roman réaliste » (ce sont là seulement les catégories qu'utilisent certains historiens), qui lui à l'opposé, représente le paysan comme asocial, arriéré et cynique. Le monde paysan est dessiné alors sous les traits de la routine, du labeur et du préjugé. C'est évidemment la première figure très forte dans l'imaginaire (voir le journal de 13h de TF1) qui sera mobilisée à des fins commerciales, en

passant par dessus la réalité de la vie d'aujourd'hui. Dur, dur en effet, de regarder la réalité en face.

Le vocabulaire, c'est le langage de la vie réelle et non fantasmée.

« Pour comprendre la situation actuelle, il faut déjà *oser* faire le constat que la paysannerie a disparu en Europe, en Amérique du Nord, comme dans tous les pays industrialisés. Dans le reste du monde, là où elle subsiste, elle est en train de subir à un rythme accéléré les modifications structurelles que la paysannerie française, notamment, a connu lors des 100 dernières années. Ce type de société tirait son originalité de sa logique autonomisante : autosubsistance alimentaire, autonomie technique (non spécialisation des tâches et maîtrise de l'outil de production), autonomie de la collectivité sociale (famille, villageoise, collective). Constater la disparition de ce type d'organisation sociale et économique a l'avantage de clarifier la situation actuelle, et *d'éviter les chausse-trappes de la dialectique marchande qui, dans ce domaine aussi, brouillent notre perception de la réalité* »¹³.

Ainsi commence la brochure de la CNT-FTTE, issue d'une scission dans la Confédération paysanne (René Riesel et Bernard Gilet ont même eu des responsabilités dans la Confédération). On le voit, la question de la nature de l'activité des producteurs de la Confédération pose déjà problème et un débat a lieu et continue d'avoir lieu en son sein : les petits producteurs du syndicat (ou pas) sont-ils des « paysans » ou faut-il oser regarder la réalité en face ?

En effet, il faut clairement distinguer historiquement - ce que ne fait pas la « Confédération paysanne » - les figures du « chasseur-cueilleur », du « paysan », de « l'agriculteur » et de « l'entrepreneur agricole » (ces distinctions semblent être le minimum de toutes études sur le monde rural, son évolution et sa modernisation depuis la Révolution fourragère et individualiste du XVIII^e siècle¹⁴). Les temps historiques de ces figures sont différents (le temps long de Braudel), et plus encore la nature de ces activités connaissent à chaque fois une altération.

En réalité dans l'histoire, depuis la paysannerie des cités grecques de l'Antiquité (où seulement 15% de la production est mis sur le marché et le reste est de l'autoconsommation) jusqu'à la paysannerie de l'époque

moderne (1492-1789), le paysan ne fait pas une « activité économique », car l'échange marchand n'a qu'une très faible part dans sa vie. L'essentiel de son activité est de l'autoconsommation, celle-ci est la base de son activité. C'est l'autoconsommation qui est l'essentiel du maintien de la vie hors de la mort. Le marché des productions, de la terre, de la vente de sa force de travail, n'est jamais la base de vie des paysans, il est toujours que le simple complément (parfois ou souvent vital) à l'autoconsommation qui reste la priorité. C'est elle en effet qui est la réalité première et essentielle du paysan. Et même si l'autosuffisance intégrale (autarcie) n'a jamais existé, et que l'autosuffisance est fragile pour le plus grand nombre (et de plus en plus à l'époque moderne où 80% de la population en France est formée de paysans), celle-ci reste le principe de réalité le plus profond, la motivation essentielle, l'idéal social à atteindre.



Sur ce point, il faut faire une nette précision juste ici effleurée. Dans son grand ensemble, la paysannerie n'a jamais vécu en autarcie. Depuis toujours, si la base de la conservation de la vie, a été l'autoconsommation, celle-ci n'a jamais pu permettre d'atteindre l'autarcie pour une grande majorité de la paysannerie : à l'époque moderne (1492-1789) l'autarcie a toujours été un idéal¹⁵. Car les paysans ont toujours fait circuler les réalisations de leurs vies, ce qu'atteste l'importance de l'entraide, de la coopération, du sentiment collectif, des communautés villageoises (on pourrait alors parler d'une « auto-suffisance collective et relative »). Mais aussi le troc, le transfert en nature, les coups de mains, les dons et les contre-dons, les prélèvements, etc., attestent de l'impossibilité de l'autarcie. L'échange marchand, un échange qui prétexte la mise en équivalence des termes échangés, grâce à la mise en valeur, a fait aussi partie de ces moyens multiples de faire circuler les réalisations incommensurables de nos vies inobjectivables, inqualifiables, non mesurables. Cependant, malgré

l'importance de cette circulation sous toutes ses formes, il faut bien marquer ce qui relève le fait majeur : la base de leur vie a toujours été l'autoconsommation, la circulation a toujours été que le complément à cette autoconsommation, et non l'inverse. Ce n'est jamais la circulation qui a été la base de l'auto-consommation. La vie s'est d'abord reproduite en dehors de l'économie ; elle a été aussi comme le montrait P. Clastres, anti-économique. La vie échappe à l'économie.

Ainsi, pour prendre un exemple, dans la paysannerie de la Grèce antique, comme le remarque l'historien Alain Bresson, à côté de l'auto-consommation, il existait bien le marché économique dans le village ou la ville voisine. Cependant la production paysanne qui circulait sur ce marché, n'était que de l'ordre de 15 à 20% de celle-ci. Les paysans de la Grèce avaient donc bien recours à la circulation (notamment au travers de la mise en forme-marchandise), mais toujours de manière complémentaire à l'auto-consommation, quand bien même la marchandisation de « ces 15% jouaient un rôle vital » et souvent conditionnaient cette vie en auto-consommation comme le montre très bien l'auteur ¹⁶. L'autarcie est donc un mythe.

De plus, il serait faux de décrire les sociétés traditionnelles ou primitives comme des « économies de subsistance » comme l'ont fait les dignitaires de la religion économique jusqu'à aujourd'hui, c'est-à-dire une subsistance marquée par une rareté toute imaginaire, une rareté justement pour justifier les théories des sciences économiques et l'imposition de l'invention de l'économie. L'anthropologue Pierre Clastres à la suite de Marshal Sahlins, refusait d'ailleurs ce terme, puisque au contraire, on peut démontrer que les sociétés traditionnelles ont certainement été les seules sociétés d'abondance qui aient existé et que les sociétés économiques sont des sociétés d'organisation de la rareté au travers de la dépossession de son activité pour l'engrener à une totalité machinique dispensant l'abondance et le bonheur sous emballage étiqueté (ce que certains ont appelé la « survie augmentée »).

Pour comprendre pourquoi même avec l'échange marchand, l'autoconsommation paysanne n'appartient pas à l'économie, il nous faut poser cette question : quel était à ce moment là de l'invention progressive de l'économie dans la vie des paysans qui formaient l'essentiel de l'humanité, la relation entre l'autoconsommation et l'échange marchand dans la vie de ces paysans ? Un auteur apporte une proposition de

compréhension stimulante : « en dépit de l'échange écrit Michel Henry, c'est-à-dire aussi bien par lui, la vie n'a pas d'autre but qu'elle-même. C'est pourquoi l'individu *n'apporte sur le marché que l'excédent du produit, ce dont il n'a plus besoin, afin d'obtenir en échange un produit qui lui est également et immédiatement utile*. Tel fut le cas notamment des échanges marginaux apparus à la frontière des groupes humains lorsque ceux-ci furent capables de produire un peu plus que les subsistances nécessaires à leur survie : ils n'échangèrent que le surplus disponible. *Leur production n'en était pas affectée et restait subordonnée à la grande loi du besoin et de la vie*. Ainsi se caractérise, dit *Le Capital*, « toute forme antérieure à la production qui, orientée en premier lieu vers la consommation personnelle directe, ne convertit en marchandise que l'excédent du produit » (*Capital*, II, I, 37). C'est cette téléologie immédiate de l'échange, subordonnée à celle de la vie et encore identique à elle, qui se trouve *renversée dès que l'échange se développe*. Pareil développement ne signifie pas que, avec la division croissante du travail, des produits de plus en plus nombreux deviennent objets d'échange. C'est *d'emblée en vue de l'échange, à titre de marchandises, que la production marchande produit ce qu'elle produit*. Cela signifie, en premier lieu, que l'échange n'est plus un simple moyen sur le trajet qui conduit de la production à la consommation mais que, bien au contraire, la consommation ne sera possible que si la production est d'abord orientée vers l'échange et définie par lui. « L'individu ne produit plus directement ses moyens de subsistance mais des valeurs d'échange ; autrement dit, son produit doit passer par un processus social [l'économie inventée] avant d'être un moyen de subsistance pour lui » (Marx, *Grundrisse*, I, 133). Quand de simple moyen l'échange est devenu le but de la production, l'individu est donc placé dans une situation où il ne peut s'approprier le produit qu'à la condition de s'en séparer préalablement » ¹⁷.

Le paysan n'est donc pas nous venons de le voir, un « agriculteur », il ne travaille pas pour un salaire, sa production n'est pas une production marchande, c'est-à-dire une production qui prend la forme d'une marchandise (une valeur monétaire). Le travail du paysan est en deçà d'une activité économique, il est en très grande partie hors économie, voire anti-économique. On n'est pas ainsi dans le domaine du « productif », c'est-à-dire de la production marchande, du domaine de l'économie, c'est à dire d'une seule *agriculture*. Et d'ailleurs les paysans ne vivent pas que de *l'ager*. Ils vivent aussi directement du *saltus* (pâturages avec droit d'usage collectif) et de la *silva* (forêt avec droit d'usage collectif) qui sont primordiaux pour eux. C'est justement *par la*

destruction des droits d'usage collectif sur le saltus et la silva (mais aussi notamment dans l'ager, la destruction du droit de vaine pâture), c'est-à-dire par l'invention de la propriété exclusive et individualiste moderne ¹⁸, que disparaît le paysan, qui va dès lors devenir le spécialiste marchandisé du seul ager : l'invention de « l'agriculteur ». Car les paysans qui vivaient de l'ager, de la silva et du saltus ne pouvant plus le faire, ceux qui pourront vivre que de l'ager (autant dire sur plus d'un siècle, qu'une infime minorité), deviendront dès lors des agriculteurs, c'est à dire des rouages (comme nous tous) spécialisés dans chacune des fonctions vitales de l'économie marchande, cette immense interdépendance échangiste auxquels se rapportent dès lors nos activités comme nos besoins. Désormais ils ne sont plus des paysans. Les paysans eux, ne pouvant plus vivre sur le quadriptyque, ager-silva-saltus et proto-industrie, ils vont devoir en masse partir vers les faubourgs industriels de la ville, c'est le phénomène majeur et bien connu de l'urbanisation et de la prolétarisation au XIXe siècle (en passant par la soumission de leurs activités aux déterminations de la production marchande), qui touche aujourd'hui avec le « développement », la grande majorité de l'humanité.



Sur la nature encore non-marchande de l'activité du paysan et la nature marchande de l'activité de l'agriculteur.

Cependant il y a aujourd'hui avec le retour en force de la thématique de « l'agriculture paysanne », un gigantesque recouvrement d'une véritable critique de la marchandisation de nos vies comme de nos activités. Car José Bové et tous les petits agriculteurs qui défendent aujourd'hui l'« agriculture paysanne » travaillent la terre non pour l'auto-production, l'autoconsommation, c'est-à-dire du travail-pour-soi et ses proches, échangeant seulement contre de l'argent les surplus de sa production - comme l'auraient fait les paysans. Ici dans l'« agriculture paysanne » dont le seul but est le débouché commercial

avec une forte valeur ajoutée (de petites quantités avec en plus de la vente directe sans intermédiaires), les activités agricoles de José Bové, de l'agriculteur bio, de l'agriculteur Amap, de l'agriculteur de la « Conf' », du petit maraîcher, sont au contraire d'emblée pour l'échange marchand, c'est-à-dire pour se rapporter directement au travers de l'échange, elles et leurs produits, en une équivalence en argent. Toute la production est déterminée par ce but, se marchandiser, pour faire vivre le producteur, simple rouage de la technologie de satisfaction des besoins que nous déverse l'économie. Les produits de cette activité d'une nature très particulière (et qui relève bien de l'invention du travail devenu une simple marchandise) sont donc d'emblée extérieurs et séparés à l'individu, comme posés en dehors et en face de lui, le déterminant. Dans leur valeur, les produits de cette activité marchande sont en effet le gage de la participation de l'agriculteur à l'interdépendance échangiste qui forme l'économisation générale de nos vies. C'est donc là le premier trait de l'invention de l'économie : une dépossession de notre activité libre et auto-déterminée au profit de son emboîtement dans une organisation économique totale de la vie, ne laissant plus rien de ce qui pouvait avoir une capacité autonome. La vie de l'agriculteur - réduite à une vie économique

s'échangeant au travers de sa solvabilisation avec l'ensemble des produits que notre agriculteur pourra retirer dans la société commerciale -, dépend dès lors de sa capacité à solvabiliser totalement ses besoins réels en argent. Plus largement que l'activité du seul agriculteur, la marchandisation de n'importe quelle activité en argent, permet la spécialisation des rouages que nous sommes, et l'ensemble des rouages forment le système technicien, résultat de la volonté de chaque rouage de s'engrener avec les autres. Mais cette marchandisation de notre force vitale incommensurable et inqualifiable, est désormais jaugée, épluchée, corsetée par la mesure universelle, générale et générique qui nie nos particularités et nos individualités : chacun « vaut tant » dans le grand vaissellier divisionnaire et hiérarchisé de nos vies artificialisées en « vie économique ». L'agriculture n'est alors qu'une énième activité enrégimentée dans les divisions salariales (dans le sens de « touchant un salaire ») au garde à vous qu'inspecte lors du défilé quotidien l'interdépendance économique, comme le sont les métiers d'enseignants, de commerçants, patron d'une multinationale, journaliste alternatif, décorateur, PDG, ouvrier, caissière, manager, universitaire, etc. Maintenant au bout de ces trois siècles au terme desquels nous

sommes bien installés dans l'économie, l'argent est à nous tous notre mesure générale au travers de laquelle s'échangent nos travaux et leurs produits dans un immense chaos échangiste mondial. On peut penser que si les pollutions et les dégradations sont possibles, c'est parce que le plus souvent elles ne sont pas le fruit d'une décision personnelle ou d'une décisions qui se rapporte



au monde concret de notre vie réelles (le monde que nous touchons dans nos relations, nos mouvements, nos émotions, de notre regard, etc.), mais plutôt d'une médiation totale qui a brisé historiquement le rapport direct entre l'action individuelle (et socialisée dans

un groupe de vie) et son besoin (sans ramener « le » besoin à une substance universelle incompressible). Cette médiation s'est mise entre notre activité et notre besoin, et a transformé complètement les deux éléments qu'elle relie. Cette médiation entre notre action et son besoin, qui sépare notre action de notre besoin, c'est justement l'économie. L'économie est une sorte de détour. Mais à force de grossir et de grandir et grossir, le détour par l'économie est devenu pour nous tous à la fois notre point de départ et notre point d'arriver... Et nous y tournons perpétuellement en rond en nous y consumant sans fin. Nous sommes l'économie ! Il n'y a donc pas de grand méchant caché quelque part, comme dit Baudrillard, " Nous sommes le réseau ". Et parce que cette médiation n'a pas toujours existé, l'économie est une invention, et d'ailleurs assez récente.

Cependant, cette activité marchande de l'agriculteur comme celle de nous tous dès que nous travaillons contre un salaire, est très différente dans sa nature, nous l'avons vu, de celle de la paysannerie historique. L'activité du paysan, comme de toute personne qui fait du travail pour soi et ses proches (et également dans une vie en communauté), n'est pas une activité marchande. Ce n'est pas une activité qui d'emblée se rapporte à son échangeabilité qui la déterminerait par avance. L'activité du paysan appartient encore au mouvement de son propre besoin direct et réel. Elle a

son origine, son déploiement et son terme au sein de ce propre mouvement du besoin à se satisfaire. Elle est ce besoin. Ce que vise cette activité n'est pas le besoin de se solvabiliser, mais de satisfaire immédiatement et sans détour (sans le détour de l'invention de l'économie), son besoin réel.

Et pourtant, les travaux de l'autoconsommation ou de l'autoproduction sont immédiatement sociaux justement dans leur forme naturelle, en tant que particularités individuelles, c'est-à-dire relevant du mouvement à chaque fois individuel du besoin. Et ceci de part le contexte communautaire de possibilité des ces vies individuelles. Ainsi, le travail n'est plus une marchandise : « Le paysan qui fauche l'herbe remarque Anselm Jappe, le serf qui l'aide et la grand-mère dont la tâche est d'empêcher les poulets de rentrer dans la maison *ne confrontent pas leurs travaux pour déterminer leurs parties relatives*. Leurs travaux ne sont pas privés [comme dans l'agriculture], mais font partie, *dès le début, d'un travail social*. En effet, il n'y a pas de risque que leurs travaux privés ne réussissent pas à devenir sociaux, parce qu'il est impossible que leurs activités se révèlent à la fin non échangeables *dans le contexte donné* [la communauté de vie]. Leur nécessité, et leur nécessité dans une certaine quantité (par exemple le fait que trois hommes se consacrent pour trois jours au fauchage), est *ici posée d'avance*, et personne n'a besoin d'offrir son travail ou son produit à quelqu'un d'autre qui peut l'accepter ou le refuser. Dans toute situation non réglée par l'échange des marchandises, *le travail est distribué avant sa réalisation selon des critères qualitatifs qui obéissent aux besoins des producteurs et aux nécessités de la production*. Bien sûr, cette distribution peut tout aussi bien avoir lieu d'une manière non consciente et fétichiste, par exemple lorsqu'elle est déterminée par la tradition ou réglée par des autorités qui suivent des principes injustes ou absurdes. Mais il n'existe *pas de travail abstrait, pas d'argent, pas de valeur, pas de marché anonyme, pas de concurrence* »¹⁹. De plus, si l'échange des travaux concrets des paysans sont insérés dans une communauté où ils sont reconnus comme individuels et immédiatement sociaux, cet échange est d'abord très largement limité par l'importance de l'autoconsommation.

Diggers et Sortie de l'économie.

Soit disant que « le monde n'est pas une marchandise » comme le disent trop abstraitement les partisans de *l'autre monde de la marchandise*, mais l'activité d'agriculteur de José Bové en est une et depuis un bon moment. José Bové, dans son travail, est donc à vendre

en tant qu'« homme marchandise » (même avec ses moustaches), comme tous les rouages automatiques que nous sommes dès que nous touchons un salaire, un revenu, de l'argent au noir, une retraite ou une allocation. Et ainsi grâce à la toute puissante magie du fric, nous nous rapportons à cette immense inter-dépendance échangiste désormais mondiale.. Qualifier une agriculture de « paysanne » afin de mieux la commercialiser, alors que justement le trait majeur des activités paysannes était d'être encore en grande partie étranger à une commercialisation, c'est là un tour de passe-passe, qui obscurcit justement la possibilité de sortir l'agriculture de l'économie, et de contester l'économie et son capitalisme ²⁰. Il est donc évident que non seulement aujourd'hui une « agriculture paysanne » qui dans son principe est commercialisable (on produit pour l'échange et à sa seule fin) serait une contradiction dans les termes, c'est-à-dire une formidable oxymore, mais plus encore cette agriculture ne saurait s'opposer au meilleur des monde économique qui nous met tous à genoux. L'anti-libéralisme n'est trop souvent qu'un altercapitalisme, celui d'une économie à visage humain, régulée, étatisée, redistribuée, et rien de plus.

Aujourd'hui, le combat pour la réappropriation de nos vies ne peut que se poser comme l'accès à la possibilité de vivre et d'habiter librement hors de l'économie. Et la question de la tension vers l'autonomie relative et collective ne peut s'ancrer qu'au coeur de nos projets de vie. L'« agriculture paysanne » si elle est le *cœur* d'un projet de contestation (une installation à la campagne), réduit immédiatement celui-ci à une simple participation à la mutation d'un éco-capitalisme responsable et citoyen qu'orchestre partout de ses tentacules l'administration du désastre. Dans tous les cas, l'autre monde possible, qu'il s'agisse d'un autre « développement », d'une autre mondialisation ou d'une autre économie soit-disant plus humaine, se trouve tellement dans celui d'aujourd'hui que la compatibilité des deux mondes aboutit déjà sous nos yeux à leur complémentarité. S'il est évident dans l'état actuel de l'absence d'une réflexion collective comme de réseaux pour sortir collectivement de l'économie, que des compléments monétaires sont vitaux (et pour longtemps) pour nos projets d'autonomisations, pour autant le brouillage qu'opère « l'agriculture " paysanne " » sur la critique de la forme-marchandise doit être clairement dénoncé. Point besoin d'attendre l'effondrement de ce monde pour le faire trembler dès aujourd'hui sur ses bases, la réappropriation de nos vies et conditions d'existence doit probablement passer par une notion d'activité autonome utile pour nous mais non

rémunératrice dans son principe. La question essentielle est donc, comment ici et maintenant dans nos situations de dépossédés, retisser un lien entre notre activité et son besoin, sans la médiation de l'économie ? Toute pratique, quelle qu'elle soit, qui retisse ce lien, nous fait sortir de la chaîne des délégations techno-économiques. On ne peut plus s'immiscer à tout prix nos réalisations de subversion dans des créneaux commerciaux.

Dans le péri-urbain comme à la campagne, la question essentielle est donc moins de savoir où se procurer l'argent pour y vivre, que de trouver les moyens de s'en dispenser. La sortie de l'économie ne peut probablement partir que de ce point. La question d'une possible commercialisation ne peut que lui être subordonnée. La question d'un bon voisinage, la proximité d'amis, l'intégration dans des réseaux de complicités semblent essentiels. L'autonomie existentielle et collective - car ancrée sur des champs de complicités locaux et militants - est devenu l'enjeu majeur aujourd'hui, notre cause commune contre la société spectaculaire-marchande amenée à se noyer à la mer par tous les pipeaux des économistes. S'il est prématuré de parler de « communes libres », informelles mais fonctionnelles, pour désigner les synergies actuelles, tout cela ne pourra que se préciser par ce que nous en ferons. La vie paysanne si elle n'est certainement pas à singer puisque l'histoire ne passe pas deux fois, et que par bien des aspects elle n'est guère enviable, elle fonctionnait cependant résolument sur la base d'un moindre taux de transaction marchande. Et en cela, il est intéressant de continuer à critiquer l'agriculture marchande qui sous des airs écologistes et d'une activité rémunératrice, se dit « paysanne ». Les questions de l'usage des terres inutilisées, de l'habitat et des installations agricoles hors normes (qui ne veulent pas d'abord produire pour l'échange marchand, mais pour eux et des réseaux de complicités), des occupations illégales, des mises en culture pour l'autosuffisance, comme l'abolition de la propriété privée et donc du Marché de la terre, la sortie des AMAP de l'économie, doivent continuer à être posées dans les débats publics. Mais si nous devons proclamer ces questions par écrit et par nos voix pour que d'autres puissent les lire et les entendre, nous devons aussi les proclamer dans chacun de nos actes. Nous savons trop que tout ce qui nous tient à cœur est nécessairement étranger au monde que tous les économistes et techniciens vouent à l'artifice. Nous rêvons notre vie et nous tenons bien à la mener comme nous l'entendons.

Ned the Digger.

Notes de bas de page.

¹ Dans la brochure *Des petits paysans à la CNT*, p. 4-5, de la Fédération des Travailleurs de la Terre et de l'Environnement de la CNT, à commander à BP 04, 34390 Olargues ou bien à l'adresse internet : [ftte\(arobase\)cnt-f-org](http://ftte(arobase)cnt-f-org)

² Que la « Confédération paysanne » joue de la réalité, c'est essentiellement ce qui lui sera reproché ici. D'un côté, elle est très bien capable de comprendre qu'aujourd'hui en effet, il n'y a plus des paysans, mais des producteurs agricoles, puisque qu'elle intitule tout un chapitre de *Changeons de politique agricole* « Quand le paysan devient producteur », Mille et une nuits, 2002 ; d'un autre côté, pour son usage syndical et commercial, la Confédération continue à parler abusivement de « paysans » pour qualifier les petits et moyens producteurs.

³ Ce personnage symbole pour les écologistes de la naissance de l'écologie, a été en fait le directeur du Plan qui a fait disparaître la paysannerie dans la modernisation Certains rares écologistes se rappellent ce qu'a pu réaliser l'éternel technocrate René Dumont, qui en droite ligne de son imaginaire de gestionnaire évoluera tout naturellement vers l'écologie politique et le citoyennisme : « [L'écologie ?] Si le mot s'est magiquement imposé écrit B. Charbonneau, c'est que, ne signifiant rien, il pouvait tout dire, et sous-entendait que la société industrielle ne pouvait être mise en cause que par sa plus haute instance : la Science des savants. Ce qui faisait des scientifiques, agronomes, sociologues, responsables des erreurs du règne de la Croissance, les maîtres à penser et les juges du nouveau " mouvement écologique ". Celui-ci a recruté ses notables parmi les célébrités confirmées, qui avaient occupé des postes de commande à l'époque précédente, notamment dans le secteur de l'agrochimie. Pour ce qui est de l'agriculture et de ses fruits, nous retrouvons comme par hasard à la pointe de la critique écologique trois des principaux auteurs de leur liquidation : messieurs Mansholt, Dumont et Mendras, dont nul ne se rappelle aujourd'hui ce qu'ils furent. C'est à dire le responsable du plan Mansholt et l'expert du plan Monnet qui ont planifié l'anéantissement de la campagne, donc des nourritures. », B. Charbonneau, *Un festin pour Tantale. Nourriture et société industrielle*, éditions Sang de la Terre, p. 209-210, 1997.

⁴ Cité par G. Gavignaud-Fontaine, *La révolution rurale dans la France contemporaine XVIIIe-Xxe siècle*, L'Harmattan, 1998, p. 153.

⁵ Sur cette vieille paysannerie, qui n'est déjà plus celle du XVIIIe siècle et encore moins celle dont parle Marx, mais qui correspond déjà à un système « agro-industriel », voir Jean-Luc Mayaud, *La petite exploitation rurale triomphante, France XIXe siècle*, Belin, 1999. C'est cette agriculture là, qui règne encore avant la Seconde guerre mondiale, que va faire référence la « Confédération " paysanne " », alors que justement nombreux d'entre eux sont déjà modernisés.

⁶ *Des petits paysans à la CNT*, op. cit., p. 12.

⁷ Gavignaud-Fontaine, op. cit., p. 172-173

⁸ En 1982, il crée avec d'autres le Cedapa, le « Centre d'études pour une agriculture durable », initiateur dans ce domaine. Cf. André Pochon, *Les Champs du possible*, éditions Syros.

⁹ Alain Clément « Les bons produits d'antan », *Ruralia*, 2002-10/11, [En ligne], mis en ligne le 1 juillet 2006. URL : <http://ruralia.revues.org/document298.html> Consulté le 14 avril 2008.

¹⁰ On verra pour la charte de « l'agriculture paysanne », l'Annexe 1 de Confédération paysanne, *Changeons de politique agricole*, Mille et une nuits, 2002, p. 132-134.

¹¹ Marie-Emmanuelle Chessel, « Aux origines de la consommation engagée : la Ligue sociale d'acheteurs (1902-1914) », dans *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°77, 2003, [En ligne] consultable sur http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=VING_077_0095

¹² Pour les historiens, les deux représentations apparaissent au niveau politique en France pour la première fois, lors du débat parlementaire autour de la loi Tourret d'octobre 1848 portant sur l'enseignement agricole. C'est en effet lors de ce débat qu'apparaissent deux représentations politiques du monde rural : La vision de la bourgeoisie rurale qui pense le monde agricole comme un monde homogène et unanimiste (l'Unité terrienne). Et à l'inverse on voit se cristalliser la vision socialiste ou ouvriériste, qui voit dans le monde paysan un monde hétérogène selon la hiérarchie des métiers qui s'y trouvent.

¹³ *Des petits paysans à la CNT*, op. cit., p. 4.

¹⁴ Au sujet des paysans du Languedoc à l'époque moderne, E. Le Roy Ladurie note : « Trois grandes phases de flux et reflux s'offraient à l'étude : la phase médiévale (XI-Xve siècles) ; la phase moderne (fin du Xve, début du XVIIIe siècle) ; la phase contemporaine (de 1750 à 1950). [...] C'est au cours de cette troisième phase en effet que les agriculteurs languedociens, pour bon nombre d'entre eux, avaient cessé d'être des *paysans*, ceux-ci traditionnellement caractérisés par la polyculture et l'auto-consommation familiale : ils étaient devenus des viticulteurs modernes, achetant leur nourriture, et travaillant exclusivement pour le marché », dans Le Roy Ladurie, *Les paysans du Languedoc*, Champs, Flammarion, 1969, p. 8-9.

¹⁵ Cf. M. Aymard, « Autoconsommation et marchés : trois modèles », dans revue *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, novembre-décembre 1983, n°6, p. 1392-1410.

¹⁶ Sur le rapport entre l'auto-consommation et le marché en Grèce antique, et le dépassement des thèses primitivistes et modernistes sur l'économie antique, voir Alain Bresson, *L'économie de la Grèce des cités. 1. Les structures de la production*, Armand Colin, 2007, p. 205-209. L'auteur note : « la majorité du grain produit servait nécessairement à nourrir la population productrice de grain. Si sur 7 grains produits, il fallait en réserver 1 pour la semence, 4 pour l'alimentation des producteurs et de la famille du maître du domaine, il n'en restait que 2 (soit moins de 30%) pour la mise sur le marché. Pour le producteur, la moitié servait à payer les impôts divers. L'autre moitié, soit 15% du total, 20 au maximum, représentait le revenu disponible pour le paysan », p. 207.

¹⁷ M. Henry, *Marx*, tome 2, Gallimard, 1991 (76), p. 80-81.

¹⁸ D. Bensaid, *Les Dépossédés. Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, La Fabrique, 2007, qui porte sur cette question.

¹⁹ Anselm Jappe, *Les Aventures de la marchandise. Pour une nouvelle critique de la valeur*, Denoël, 2003, p. 52-53.

²⁰ Voir aussi « Sortir les Amap de l'économie. Du consomm'acteur au prosommateur, du citoyennisme à la forme-de-vie », dans *Sortir de l'économie. Bulletin critique de la machine travail planétaire*, n°2, mai 2008.



Sortir l'agriculture de l'économie - en bref

Ce court texte résume une série d'interventions sur la liste de discussion du réseau des Amap en Ile de France [1].

Sortir de l'économie c'est quitter les réflexes habituels communs à toutes les formes d'économie : dédommager quelqu'un en lui donnant de l'argent, définir des rôles séparés producteur/consommateur. L'économie, fondamentalement, sépare les personnes en permettant une division du travail infinie. Mais l'économie ne peut relier ce qui a été séparé. Or, quand les choses dont nous dépendons de façon vitale (comme une nourriture saine) sont devenues des objets économiques, et quand ces choses font défaut, il est tout aussi vital d'en organiser la production hors des mécanismes économiques. Sortir l'agriculture de l'économie, c'est donner aux personnes une maîtrise directe de la production agricole, sans pour autant qu'elles s'en occupent à plein temps, ni qu'elles doivent habiter toute l'année à la campagne. Pour être réaliste, un tel objectif doit tenir compte des conditions actuelles : les possibilités d'organisation de tels collectif se trouvent en ville, tandis que les possibilités de produire sa nourriture sont à la campagne. C'est dans ces conditions que l'expérience des AMAP s'est déroulée depuis quelques années en France. Or, en marge de cette expérience, il a parfois été possible de résoudre cette contradiction, en faisant en sorte que les citoyens participent aux tâches agricoles sans être rémunérés, et en consommant les produits. Cette participation est d'autant plus pertinente que, dans ces fermes à « taille humaine » que veulent bien soutenir les AMAP, la faible présence humaine oblige les agriculteurs à la fois [2] à :

- un travail pénible et peu rémunéré ;
- à travailler plus, pour payer un outillage (servant à palier au manque de main-d'œuvre sur place), ainsi que les terres, les bâtiments, etc.

Evoluant à partir du système AMAP actuel, un collectif de citoyens peut auto-produire sa nourriture, en donnant à chaque personne du collectif deux possibilités de participation :

- participer aux travaux sur place, ponctuellement ou à l'année ;
- financer, ou produire directement, les conditions de vie permettant aux personnes de vivre sur place ponctuellement ou à l'année, en étant « nourries blanchies ».

Autrement dit, le collectif se donne pour objectif de mettre à disposition, à titre gratuit (c'est-à-dire sans échange d'argent), tout ce qu'il faut pour vivre sur place, et pour produire la nourriture que le collectif consomme [3].

Ce sera par exemple lui qui créera la structure juridique (ou sollicitera une structure existante [4]) permettant d'acquérir collectivement terres et bâtiments, et d'en financer les éventuels loyers. Ce sera lui qui participera éventuellement à des chantiers (auto-construction) ou gros travaux ponctuels sur la ferme. Ce sera lui qui, afin de pouvoir s'intégrer dans la profession agricole et dans le voisinage, créera et contrôlera les structures économiques classiques nécessaires (SARL etc), déléguant éventuellement sa gestion quotidienne aux personnes vivant et travaillant à l'année à la ferme.

Deun.

[1] <http://fr.groups.yahoo.com/group/general-amap-idf>

[2] En termes économiques, cette contradiction est généralement résolue en subventionnant l'agriculture.

Cependant, le problème écologique et humain de l'agriculture actuelle reste entier :

Guidé par le prix des choses qu'il achète et qu'il vend, l'agriculteur continue à optimiser à vide ses activités, tandis que la fertilité intrinsèque de ses sols diminue, et demandent toujours plus d'argent pour être entretenue. Nous mangeons des plantes et des animaux qui sont malades toute leur vie, et qui sont maintenus en vie par un surtravail invisible, réparti grâce au détour de la forme-argent sur des millions de personnes, dont le travail n'a pas forcément grand chose à voir avec la production agricole proprement dite.

[3] On peut imaginer que le collectif s'autorise à vendre les surplus de sa production, s'ils existent. Mais le collectif privilégie d'abord l'autoconsommation de ce qu'il produit, avant de le vendre éventuellement. Cette priorité accordée à l'autoconsommation est une caractéristique fondamentale de l'agriculture paysanne, comme le rappelle François de Ravignan dans son *Carnet de voyage en Pologne* (A plus d'un titre éditions, 2007). Dans ce même ouvrage Ravignan avance que 40% des fermes polonaises actuelles ne vendent rien. Avant de ne pas être « une marchandise comme les autres », l'alimentation produite par l'agriculture vivrière n'est pas une marchandise du tout. Elle est mise à disposition des populations sans échange d'argent, circulant *par, et pour* des réseaux de sociabilité débordant les limites familiales. Une telle circulation non-marchande s'est aussi déployée de façon centrale au sein du monde ouvrier, tout en restant marginale dans les discours de leurs représentants syndicaux et politiques, qui furent d'avantage motivés par les perspectives de développement d'infrastructures industrielles, que par l'autonomisation des personnes. Voir Michel Pinçon, « Autoproduction, sociabilité et identité dans une petite ville ouvrière », *Revue Française de sociologie*, 27, 1986.

[4] Voir comme exemples la SCI Terres Fertiles, la SAS Terres Communes pour ce qui est du foncier agricole.





Brochures disponibles sur le site :

**Du Supermarché à la tombe
en passant par les navires porte-
conteneurs.**

*Le transport maritime conteneurisé,
épine dorsale de l'invention de la société économique mondialisée.*
(Format A4)

**L'agriculture "paysanne" de José Bové est-
elle une marchandise ? Sortir l'agriculture de
l'économie.**

(Format A4)

**Brochure de *Sortir de l'économie. Bulletin critique de la machine-travail
planétaire.***

**Ce bulletin et les brochures sont téléchargeables gratuitement sur le site [http://
/sortirdeleconomie.ouvaton.org/](http://sortirdeleconomie.ouvaton.org/)**

Adresse : *Sortir de l'économie*, 6-8 rue Armagnac, 11000 Carcassonne.
Courriel : [redaction\(chez\)sortirdeleconomie.ouvaton.org](mailto:redaction(chez)sortirdeleconomie.ouvaton.org)

No-copirate
Printemps 2008